

Réponse de l'AFG à la consultation publique 2021-10 du 7 octobre 2021 relative aux prochains tarifs péréqués d'utilisation des réseaux publics de distribution de gaz naturel des Entreprises Locales de Distribution (ATRD6 des ELD)

L'efficacité des solutions proposées par l'industrie gazière dans leur contribution à la transition énergétique et aux efforts de réduction des gaz à effet de serre tant en France qu'au-delà des frontières peut apporter des résultats décisifs dans la lutte contre le changement climatique.

Les enjeux sont majeurs pour l'avenir des infrastructures de gaz dans un contexte de réduction des consommations de gaz nécessitant une maîtrise accrue des coûts et une allocation ajustée des investissements à la sécurité, à l'intégration des gaz renouvelables et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. En outre, l'innovation est essentielle pour assurer le développement de l'ensemble de ces nouveaux gaz.

Question 1 : Avez-vous des remarques concernant les principaux enjeux respectivement identifiés par les ELD gaz et la CRE pour la période ATRD6 des ELD ?

L'AFG partage les principaux enjeux identifiés par la CRE.

Dans le contexte général actuel de baisse tendancielle des consommations et du nombre de clients, l'AFG considère que les changements à venir devront se faire tout en maintenant un niveau de tarif acceptable pour les consommateurs, alors que les nouvelles contraintes engendreront des dépenses supplémentaires (sécurité, gaz renouvelables, compteurs communicants, portail commun...).

Cependant, il est indispensable que les GRD disposent de moyens suffisants (niveaux d'investissements, aides au développement, enveloppes R&D et Innovation...), pour que le gaz puisse continuer à contribuer au mix énergétique français en respectant les critères de sécurité et de qualité de service.

Question 2 : Êtes-vous favorable aux grands principes tarifaires envisagés par la CRE pour la période ATRD6 des ELD ?

Pour la période ATRD6, l'AFG est globalement favorable aux grands principes tarifaires envisagés par la CRE. Toutefois, les principes actés dans la délibération de la CRE en début de période tarifaire, doivent être appliqués à l'ensemble des GRD-ELD de manière identique, et ce, jusqu'à la fin de la période tarifaire.

Question 3 : Êtes-vous favorable à la réduction de la durée d'amortissement des ouvrages de raccordement envisagée pour les ELD de gaz à compter de leur tarif ATRD6 ?

L'AFG est favorable à la réalisation d'une étude par la CRE permettant d'évaluer les impacts sur les niveaux tarifaires de la réduction de la durée d'amortissement des ouvrages de raccordement, d'autant plus que cette mesure est neutre pour le client final sur le long terme. Comme indiqué par la CRE, elle permet de diminuer les risques des coûts échoués liés à certains actifs des GRD, dans un contexte à venir difficile pour le gaz (impact de la RE 2020, concurrence d'autres énergies subventionnées...) et qui induira une baisse des quantités acheminées couplée à des dé raccordements de clients.

En revanche, l'AFG considère que la mise en œuvre de cette proposition ne doit pas être une variable d'ajustement pour compenser une baisse du niveau du CMPC, par rapport à ce qui est envisagé par la CRE dans la présente consultation publique.

Enfin, le raisonnement suivi par la Commission de régulation de l'énergie pour déterminer la durée d'amortissement des ouvrages de raccordement (branchements et CI-CM) devrait a priori être le même pour les autres actifs du réseau qui sont également concernés par le risque de coûts échoués.

Question 4 : Êtes-vous favorable au traitement envisagé des coûts échoués des ELD ?

Le tarif de distribution doit couvrir les coûts, y compris les éventuels coûts échoués.

L'AFG considère que les évolutions proposées par la Commission de régulation de l'énergie sont satisfaisantes. Elles mériteraient cependant d'être améliorées en se basant sur les coûts réellement engagés plutôt qu'une trajectoire pour des coûts échoués qui sont, par nature, difficilement prévisibles et indépendants de la volonté de l'opérateur.

Question 5 : Êtes-vous favorable au traitement envisagé pour les plus-values et les moins-values des actifs cédés ?

Une modification des règles, si elle peut être souhaitable, ne doit pas impacter rétroactivement les choix retenus par les opérateurs qui obéissaient à un cadre différent. L'AFG considère que le traitement envisagé pour les plus ou moins-values de cession des actifs cédés ne s'applique qu'aux actifs mis en service à compter de l'entrée en vigueur du tarif ATRD6.

Question 6 : Êtes-vous favorable au maintien du fonctionnement actuel du CRCP, de l'évolution annuelle et de l'homothétie du tarif des ELD avec le tarif de GRDF ?

L'AFG est favorable au maintien des principes généraux de fonctionnement actuel du CRCP pour toutes les ELD.

L'AFG note que, dans leur dossier tarifaire, les ELD ont demandé un élargissement du plafond d'apurement du CRCP à +/- 3 %.

L'AFG considère que cet élargissement serait favorable et dans l'intérêt du consommateur : elle permettrait de réduire les soldes de CRCP accumulés en fin de période, et ce tout en maintenant des variations tarifaires limitées au sein d'une même période. Etant donné les soldes de CRCP qui peuvent être conséquents, l'AFG considère que cette demande d'un élargissement du plafond d'apurement à +/- 3% mérite d'être retenue.

Question 7 : Êtes-vous favorable au périmètre des charges et produits couverts par le CRCP envisagé par la CRE selon les principes exposés ci-dessus pour le tarif ATRD6 des ELD ?

L'AFG est globalement favorable au périmètre des charges et recettes couverts par le CRCP envisagé par la CRE et prend acte du maintien des modalités de couverture par le CRCP des postes de charges et recettes qui étaient déjà en vigueur à l'ATRD5.

L'AFG considère qu'une attention particulière doit cependant être portée à la manière de fixer les objectifs de productivité : ces objectifs doivent rester atteignables et cohérents avec le contexte et les enjeux identifiés. Ils ne doivent en aucun cas être préjudiciables à la sécurité des réseaux de gaz et la qualité du service public rendu.

Question 8 : Êtes-vous favorable aux orientations envisagées pour la régulation incitative des investissements des ELD ?

La CRE propose d'introduire un plafonnement des investissements pour GreenAlp et une pénalité en cas de dépassement de ce plafond.

L'AFG ne partage pas la proposition – atypique – de la Commission de régulation de l'énergie :

- La quasi-totalité des investissements réalisés par les opérateurs sont des investissements qui relèvent d'obligations réglementaires (exemple : le renouvellement des canalisations en fonte) ou d'obligations en matière de sécurité (exemple : le renouvellement des CICM identifiées comme sensibles). Ces investissements ne peuvent pas faire l'objet d'arbitrage et de priorisation par une tierce partie. Il s'agit d'un enjeu de sécurité industrielle, dont la responsabilité est portée par le GRD, et qui doit donc être maîtrisé par le GRD.
- Les autres investissements permettent de favoriser la transition énergétique et la concurrence (injection de biométhane, SI, raccordement de stations GNV).

L'instauration d'un tel plafond, qui est une première pour les ELD, n'est donc pas souhaitable et l'AFG n'y est pas favorable.

Question 9 : Êtes-vous favorable à l'introduction de ces indicateurs incités sur les thématiques de l'ouverture à la concurrence sur le territoire des ELD ?

L'AFG considère que l'introduction de ces indicateurs incités est une bonne chose. Il faut néanmoins que les opérateurs ne soient pas pénalisés dans le cas où les objectifs ne seraient pas atteints du fait d'une cause externe.

Question 10 : Êtes-vous favorable à la suppression de l'incitation relative au taux de disponibilité du portail fournisseur pour les ELD incitées à développer un portail fournisseur et à l'introduction des indicateurs sur le délai de réponse aux études détaillées, le nombre de réclamations à la suite du raccordement des installations de biométhane, le nombre de fuites de méthane, les émissions de gaz à effet de serre et les montants associés aux volumes de pertes pour les ELD qui ont la responsabilité de leurs pertes ?

L'AFG est favorable à la proposition de la CRE de suppression de l'incitation relative au taux de disponibilité du portail fournisseur pour les ELD incitées à développer un portail fournisseur au cours de la période ATRD6. Il est proposé que cet indicateur soit également supprimé pour l'ensemble des ELD dès la mise en place du portail commun.

S'agissant de l'introduction des deux indicateurs "Délai de réponse aux études détaillées pour les porteurs de projet biométhane" et "Nombre de réclamations consécutives au raccordement d'une installation de biométhane", l'AFG propose qu'étant donné la faible volumétrie, la fréquence de calcul soit semestrielle avec une remontée annuelle à la CRE.

Question 11 : En vue d'une simplification du dispositif de régulation incitative de la qualité de service, identifiez-vous des indicateurs qu'il serait pertinent de supprimer pour la période ATRD6 des ELD ?

L'AFG est favorable à la suppression de certains indicateurs pour garder un nombre relativement constant d'indicateurs suivis les plus pertinents.

Question 12 : Êtes-vous favorable aux évolutions du mécanisme d'attribution des bonus et des pénalités ?

L'AFG considère que le mécanisme d'attribution des bonus et des pénalités doit être symétrique, juste et efficace. L'AFG note que la CRE envisage de réévaluer à la hausse les objectifs et souligne que la sur-qualité n'est pas forcément un optimum.

Question 13 : Avez-vous d'autres remarques sur la régulation incitative de la qualité de service pour la période du tarif ATRD6 des ELD ?

Pas de proposition

Question 14 : Êtes-vous favorable aux évolutions envisagées pour le dispositif de régulation incitative de la R&D et le dispositif smart grids ?

L'AFG est favorable aux évolutions envisagées pour le dispositif de régulation incitative de la R&D, notamment en matière de mutualisation, sous réserve que cette mutualisation s'applique également aux projets qui seraient communs à GRDF et à certaines ELD. Ce dispositif est aujourd'hui asymétrique, entre les ELD d'une part et GRDF d'autre part, sans possibilité pour les ELD d'accéder à des livrables peut-être déjà financés.

Concernant la détermination d'une enveloppe commune pour les budgets de R&D susceptibles de faire partie d'une démarche de mutualisation, nous notons que la Commission de Régulation de l'Energie envisage de retenir le budget le plus important parmi les demandes formulées et de répartir ce montant également entre toutes les ELD concernées.

Cela présuppose un périmètre totalement identique des projets, ce qui n'est pas toujours le cas. Faute de budget alloué suffisant, les Conseils d'Administrations des ELD concernées pourraient donc être amenés à faire des arbitrages entre différents livrables, potentiellement préjudiciables à la réalisation des projets, alors même que leurs demandes tarifaires sont équilibrées.

Il est important que les enveloppes communes soient revues par la CRE pour tenir compte des périmètres réels de mutualisation et que ces enveloppes dédiées puissent couvrir les périmètres complémentaires non mutualisables.

Question 15 : Etes-vous favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'une régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires ? Identifiez-vous d'autres actions prioritaires qui pourraient être intégrées au mécanisme ?

L'AFG est favorable aux orientations envisagées par la CRE sur la mise en place d'une régulation incitative à la réalisation d'actions prioritaires. Les actions prioritaires doivent cependant être discutées en amont avec les opérateurs afin de s'assurer qu'elles soient réalisables dans les délais envisagés.

Question 16 : Privilégiez-vous le maintien, ou la suppression d'un budget de développement du nombre de consommateurs ?

L'AFG demande le maintien d'un budget de développement du nombre de consommateurs pour l'ATRD 6 afin de stabiliser les portefeuilles clients.

Question 17 : Le cas échéant, partagez-vous l'orientation de la CRE, qui consiste à retenir le même périmètre d'actions que pour l'ATRD6 de GRDF ?

L'AFG considère qu'il convient de reconduire les modalités prévues dans l'ATRD6 de GRDF.

Question 18 : Avez-vous une remarque sur la déclinaison du cadre de régulation des projets de comptage évolué des ELD de gaz, détaillée en annexes ?

Pas de remarque

Question 19 : Avez-vous des remarques concernant le niveau prévisionnel des charges nettes d'exploitation des ELD ?

Pas de remarque

Question 20 : Avez-vous des remarques concernant le niveau des paramètres de rémunération pour la période du tarif ATRD6 des ELD et notamment le maintien des paramètres utilisés pour GRDF en prenant en compte la baisse du taux d'imposition sur les sociétés intervenue entre temps ?

L'AFG considère que, étant donné la taille des opérateurs, il devrait être accordé une prime petit opérateur qui se matérialiserait par la prise en compte des conditions de financement spécifiques aux opérateurs de petite taille dans le coût de la dette.

Question 21 : Avez-vous des remarques concernant le niveau des charges de capital à couvrir sur la période du tarif ATRD6 ?

Trajectoire d'investissements

La CRE souligne dans sa consultation publique l'enjeu primordial de modernisation et d'harmonisation des SI des ELD en ciblant notamment comme action prioritaire le développement d'un portail commun. Pour répondre à cet enjeu, les charges de capital des opérateurs relatives aux SI doivent être couvertes par le tarif ATRD. Mis à part pour Green Alp, la CRE le prévoit bien grâce à l'introduction au CRCP des charges de capital hors réseau dont font partie les investissements SI. Dans le cas de Green Alp, l'AFG considère que, pour les mêmes raisons, ces charges doivent être au CRCP sans plafonnement ni pénalité.

Réduction de la durée d'amortissement des ouvrages de raccordement

L'AFG ne dispose pas assez d'éléments pour pouvoir se prononcer sur l'opportunité d'une éventuelle réduction de la durée d'amortissement des ouvrages de raccordement.

Question 22 : Quelle est votre position sur l'allongement, voire l'annulation, de l'apurement du solde de CRCP résiduel de Green Alp pour le tarif ATRD ?

L'AFG considère que le solde du CRCP doit être apuré lors de la période ATRD6. Ni l'allongement de l'apurement, ni encore moins son annulation, ne sont conformes aux textes et à l'esprit des textes nationaux et européens régissant les tarifs d'acheminement.

L'AFG appelle plutôt à mener une réflexion globale sur le cadre tarifaire applicable à des opérateurs connaissant des trajectoires de ce type.

Question 23 : Quelle est votre position sur les orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRD6 des ELD ?

Dès lors que les données ne sont pas encore figées, comme le solde du CRCP de fin de période ou la prise en compte de la réduction de la durée d'amortissement des ouvrages de raccordement, il est difficile d'arrêter une position sur les orientations envisagées par la CRE concernant le niveau des charges à couvrir pour la période ATRD6.

En effet, la prise en compte de ces éléments (y compris les taux d'inflation prévisionnels définitifs) peut avoir un impact non négligeable sur le niveau des charges à couvrir.

Nous attirons l'attention de la CRE sur le fait que la borne basse mettrait les ELD en difficultés car certaines dépenses pourraient faire l'objet d'arbitrages faute de budget alloué.

Question 24 : Avez-vous des remarques relatives aux trajectoires de consommation et de nombre de consommateurs envisagées ?

Pas de remarque

Question 25 : Avez-vous des remarques relatives aux évolutions tarifaires envisagées pour le tarif ATRD6 des ELD ?

Tarification des clients « T3 appoint / secours »

L'AFG considère que les clients dits « T3 appoint/secours » ne paient pas le bon niveau de prix car ils ne contribuent pas aux coûts d'investissement et d'exploitation du réseau à hauteur des puissances journalières sollicitées. En effet, ces clients utilisent des puissances importantes pendant de courtes périodes, ce qui peut mettre en péril la continuité de livraison de gaz naturel.